

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-  
de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 25/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TRA SABLE**

6 ROUTE DE LA SEINE  
92230 GENNEVILLIERS

n° Dossier : 31678 / 7402285

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement TRA SABLE implanté 6 ROUTE DE LA SEINE 92230 GENNEVILLIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRA SABLE
- 6 ROUTE DE LA SEINE 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0007402285
- Régime : Autorisation

L'établissement TRA SABLE est un centre de traitement des boues de curage des réseaux d'assainissement d'Île-de-France.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Bordereaux de suivi des déchets,
- Traitement de l'air intérieur,
- Rejets des eaux pluviales et des effluents industriels,
- Étanchéité des équipements,
- Installations électriques,
- Consignes d'appel aux secours,
- Lutte anti-vectorielle.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Étanchéité de la conduite située dans l'émissaire de la SEVESC	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 13.1	/	Lettre de suite préfectorale
Traitement de l'air intérieur	AP Complémentaire du 03/08/2011, article 20	/	Lettre de suite préfectorale
Rejets d'eaux pluviales et d'effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 16.3	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 29.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 21.2	/	Sans objet
Étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 18.7	/	Sans objet
Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 16.4	/	Sans objet
Rats, insectes et oiseaux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 32	/	Sans objet
Plans et schémas de circulation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 14	/	Sans objet
Consigne d'appel au secours	Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 36	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est globalement bien tenu et l'exploitant est dans une démarche proactive et d'anticipation (ex: remplacement du système de traitement de l'air).

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Contrôle des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 21.2
<b>Thème(s) :</b> Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucun chargement de déchet ne peut être réceptionné sur le site s'il n'est pas accompagné d'un justificatif de la nature et de l'origine du déchet. En outre, les chargements sont systématiquement pesés. Les tickets de pesée et les justificatifs sont archivés. La provenance des déchets acceptés sur le site doit être clairement identifiée et ils doivent faire l'objet d'une acceptation préalable. Lors du dépotage des déchets, un contrôle visuel, le cas échéant complété d'une analyse, est effectué pour vérifier l'appartenance déclarée des déchets. L'exploitant établit et applique un programme de contrôle interne statistique de la qualité des déchets réceptionnés. La procédure de contrôle des déchets est mise à jour systématiquement. Lorsqu'elle est modifiée, elle est envoyée au Préfet, avec le bilan trimestriel. Un échantillon représentatif, correspondant à chaque vidage effectué par un véhicule autre que ceux appartenant à SANITRA, EXTRACT et SANET, est effectué et conservé pendant trois mois.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le numéro de bordereau de suivi des déchets (BSD) n'était pas indiqué dans le registre de sortie. L'exploitant a pris en compte cette observation. En effet, le registre de sortie intègre désormais le numéro du ticket de pesée, ticket qui est toujours joint aux BSD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traitement de l'air intérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment abritant le centre de traitement sera fermé, ventilé et mis en dépression de manière à respecter les règlements de protection des travailleurs. Des dispositifs existants permettant la captation des gaz d'échappement des camions devront pouvoir être utilisés en tant que de besoin. L'air extrait du bâtiment est traité par filtration chimique par voie sèche ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente. Des traitements des effluents gazeux plus performants pourront être demandés s'il s'avère que les installations sont reconnues gênantes pour le voisinage. Les portes du bâtiment sont maintenues constamment fermées, à l'exception du temps nécessaire au passage des personnes et des véhicules. Le dispositif de collecte et de traitement des gaz extraits est correctement entretenu et suivi afin qu'il soit toujours maintenu opérationnel. Une procédure écrite est mise en place à cet effet ainsi qu'un cahier de suivi qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de ce dispositif, le traitement des boues de curage est suspendu.
<b>Constats :</b> Le bâtiment comprend une ventilation entrante et un extracteur d'air. Les effluents gazeux passent, avant rejet, dans un système de filtres à charbon actif qui doivent être renouvelés quand celui-ci est saturé. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle réalisé en février 2022 concernant la ventilation des bâtiments. Ce rapport fait état de 3 points d'amélioration à apporter dans l'installation. De plus, les filtres à charbon actif n'ont pas été renouvelés depuis mars 2021. Cependant, l'exploitant a informé l'inspection avoir engagé des démarches afin de remplacer ses dispositifs de traitement de l'air intérieur. Suite à des échanges avec la CRAMIF, il a fait réaliser en mars 2022 un état des lieux de l'air intérieur et des objectifs à atteindre par un bureau d'études. Un dossier de consultation des entreprises a été déposé. D'après l'exploitant, les travaux auront lieu en octobre 2022. L'exploitant devra donc transmettre le calendrier correspondant au phasage de ces travaux. <b>L'exploitant doit s'assurer que les filtres à charbon actif présents actuellement dans son installation sont efficaces et procéder à leur changement si nécessaire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Rejets d'eaux pluviales et d'effluents industriels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 16.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies :</p> <p>a) eaux pluviales rejetées en darse :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5.5 et 8.5, NF T 90 008</li><li>- DCO inférieure à 300 mg/l, NF T 90 101</li><li>- MEST inférieures à 100 mg/l, NF EN 872</li><li>- hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l, NF T 90 114</li><li>- température inférieure à 30 °c.</li></ul> <p>Un prélèvement et une analyse portant sur les paramètres ci-dessus sont réalisés annuellement par un laboratoire agréé.</p> <p>b) effluents industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- température inférieure à 30 °c,</li><li>- débit inférieur à 21 m<sup>3</sup>/h et 150 m<sup>3</sup>/j (le débit moyen sera de 17 m<sup>3</sup>/h et 115 m<sup>3</sup>/j)</li><li>- pH compris entre 5.5 et 8.5 NF T 90 008</li></ul> <p>Ces trois paramètres sont mesurés et enregistrés en continu, un dispositif totalisateur de débit est installé.</p> <p>[...]</p> <p>Une fois par trimestre un prélèvement moyen, proportionnel au débit, sur 24 heures et une analyse sont réalisés par un laboratoire agréé. Ils portent sur tous les paramètres listés ci-dessus. Les résultats sont exprimés en concentration et en flux.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse des eaux pluviales réalisée en novembre 2021 et l'ensemble des analyses des effluents industriels réalisées mensuellement pour la période de janvier 2021 à mars 2022.</p> <p>Concernant les eaux pluviales, aucun dépassement des valeurs seuils n'a été constaté en 2021.</p> <p>Concernant les effluents industriels, il a été constaté un dépassement des valeurs seuils pour plusieurs paramètres et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la concentration en azote global et l'indice phénol sur plusieurs mois,</li><li>- le pH sur le mois de novembre 2021.</li></ul> <p>L'exploitant a expliqué que l'année 2021 a été une année exceptionnelle en quantité de déchets traités (environ 38 000 tonnes alors que la quantité maximale traitée était d'environ 32 000 tonnes jusqu'alors), ce qui, d'après lui, expliquerait ces dépassements de seuils et notamment ces fortes concentrations en azote.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection avoir procédé au changement de la sonde pH sur l'année 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Etanchéité de la conduite située dans l'émissaire de la SEVESC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte doivent permettre d'évacuer séparément chacun des types d'effluent vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir. Les réseaux de collecte des effluents doivent être conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. La conduite de 3 000 m environ située dans l'émissaire de la SEVESC sera contrôlée dans l'année qui suit la notification de cet arrêté préfectoral puis tous les 5 ans et curée si besoin est. Son bon état (étanchéité,...) est attesté. Les effluents aqueux ne doivent pas par mélange, dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection que la conduite de 3 000 m originellement en PVC a été remplacée en 2014 par une conduite en PEHD. La vérification de l'étanchéité de cette conduite se fait en interne par un contrôle visuel réalisé par un employé de TRA SABLE qui descend dans les égouts. L'exploitant a transmis des autorisations de descente dans les égouts délivrées par la SEVESC en 2016 et 2018. Cependant, aucun document n'est produit suite à cette vérification et donc, contrairement à l'article 13.1, le bon état de la conduite n'est pas attesté. <b>L'exploitant doit donc formaliser par écrit la procédure de vérification de l'étanchéité de la conduite située dans l'émissaire de la SEVESC</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 18.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étanchéité des zones imperméabilisées, des rétentions et des canalisations est vérifiée périodiquement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a formalisé le suivi du contrôle de l'étanchéité via un document interne. Ce document fait état de la bonne étanchéité des fosses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 16.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application de l'article sur les conditions de rejet (autosurveillance mensuelle et analyse et prélèvement trimestriel par laboratoire agréé) est transmis au Préfet, dans le mois qui suit le trimestre écoulé, sous une forme synthétique. Les valeurs seuil sont inscrites en parallèle des résultats des analyses pour une meilleure comparaison. Les résultats dépassant les normes de rejet sont signalés de manière distincte. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les résultats de l'autosurveillance de ces rejets via un fichier excel joint sur l'application GIDAF. Ce document excel ne permet pas de signaler de manière distincte les dépassements des normes de rejet et n'inclut pas de commentaire expliquant ces dépassements, leurs durées ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier pour qu'ils ne puissent se reproduire. <b>Les transmissions GIDAF ne sont ainsi pas correctement réalisées. Il est demandé à l'exploitant de suivre la procédure adaptée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plans et schémas de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 14
<b>Thème(s) :</b> Réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation de l'eau et des effluents comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes,</li><li>- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan général des réseaux d'eaux potables et de process;</li><li>- le plan du réseau des eaux usées.</li></ul> <b>Le plan général des eaux de process date de 2009 et il fait mention de "travaux en cours de réalisation". Aussi, l'exploitant devra disposer d'une version plus récente de son plan.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Installations électriques et mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 29.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. Les résultats de ce contrôle sont transmis au Préfet ainsi que les éventuelles levées de non conformités avec la synthèse trimestrielle ou le bilan annuel. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Un interrupteur général, bien signalé, est installé à proximité d'une sortie, permettant de couper le courant électrique.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait contrôler son installation électrique annuellement. Tout les 4 ans un bilan quadriennal, qui fait aussi office de contrôle annuel, est réalisé. L'exploitant a transmis ce rapport quadriennal de vérification de l'installation électrique de son site réalisé par un organisme agréé. Ce rapport fait suite à une intervention de juin 2021 et fait état de 5 non conformités. De plus, l'ensemble de l'installation électrique n'a pas pu être testé et notamment les installations Haute Tension et les disjoncteurs différentiels résiduels pour la Basse Tension. <b>L'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin de lever les non-conformités identifiées dans ce rapport de contrôle et procéder au test de l'ensemble de son installation électrique.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Consigne d'appel au secours**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 36
<b>Thème(s) :</b> Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 36.6. - Les consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu, ouvertures des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers,...) sont établies et affichées dans les différents locaux. 36.7. - Les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers sont affichées bien en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain.
<b>Constats :</b> L'exploitant a affiché les consignes d'appel au secours dans le local de pilotage comme demandé lors de la précédente inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rats, insectes et oiseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2003, article 32
<b>Thème(s) :</b> Nuisibles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanent. Les factures de produits ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Des moyens appropriés sont mis en œuvre pour lutter contre l'éclosion et la prolifération d'insectes et pour limiter la présence des oiseaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les différents bordereaux d'intervention réalisés par son prestataire concernant la lutte anti-vectorielle avec notamment la mise en place de dispositifs anti-rongeurs. Il y a eu 6 interventions en 2021 et 2 sur l'année en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet